



# RAPPORT DU WEBINAIRE SUR LES DPG-DPI EN AFRIQUE DE L'OUEST





## **INTRODUCTION**

L'atelier virtuel de l'Institute for Inclusive Digital Africa (IIDiA) sur l'état des lieux des biens et infrastructures numériques en Afrique de l'Ouest s'est tenu le 12 juillet 2023.

Vingt cinq (25) panélistes des Etats d'Afrique de l'Ouest [et du Centre] et plus de 300 participants y ont pris part. Entre engagements, réalisations et attentes relatifs au thème, chaque panéliste y est allé des réalités constatées sur le terrain. La participation de l'Afrique Centrale a été très marginale en raison du fait que les Leaders (BEAC, BDEAC, GIMAC, et certaines autorités gouvernementales) ont estimé que cette région a des spécificités propres qui nécessitent une stratégie propre. Ces leaders ont souhaité que IIDiA et La Fondation Gates étudient la possibilité de développer une stratégie d'intervention propre et adaptée à l'Afrique Centrale avec la BEAC comme porte d'entrée.

Le webinaire a été introduit par l'Ambassadeur Makarimi ADECHOUBOU, Président de IIDiA, qui au nom de IIDiA a rendu un vibrant hommage aux chefs d'Etats et de gouvernements de l'Union Africaine, de la CEDEAO, de la SADC, de la CEMAC, de l'UEMOA pour leur leadership et leur vision exemplaire, qui a sû faire de la transformation numérique une priorité stratégique pour soutenir les pays dans leurs politiques de production et de



**Amb. Makarimi Adechoubou**

Président IIDiA

redistribution des revenus au bénéfice des populations africaines. Il a également salué l'engagement des représentants gouvernementaux présents à ce webinaire avant de rappeler que l'inclusion numérique doit être un objectif primordial des programmes de transformation numérique pour combler la fracture numérique croissante dans la région Ouest Africaine.

Pour le Président, le numérique est l'opportunité que l'Afrique doit saisir pour exploiter son plein potentiel; voici pourquoi la raison d'être de IIDiA gravite autour de ces trois (3) messages clés:

- IIDiA reste convaincu que le potentiel de transformation numérique pour les économies africaines peut être inclusif et parvenir à faire participer toutes les couches sociales du continent à l'économie numérique.

- Le soutien à l'équité numérique devient un impératif pour aider toutes les parties prenantes à définir des modèles commerciaux inclusifs, à renforcer les capacités des parties prenantes et professionnels pour combler les lacunes, à aborder les compétences en littératie numérique par des approches durables. Ce soutien peut être effectif avec un appui technique et si des plaidoiries sont faites au niveau de chaque Etat pour l'élaboration des politiques soutenant une croissance équitable en faveur du numérique.

- Les gouvernements et décideurs avec leurs partenaires au développement et le secteur privé devraient collaborer pour asseoir des infrastructures durables, des politiques et réglementations durables permettant l'accès aux biens et infrastructures numériques par tous.

Pour ce faire, l'atelier sur l'état des lieux des biens et infrastructures numériques en Afrique de l'Ouest s'est articulé autour de quatre (4) objectifs:

- 1- Partager le cadre méthodologique et recueillir les orientations des parties prenantes pour parvenir à élaborer un document de stratégie pertinent et inclusif pour la région;

- 2- Donner la parole aux responsables des gouvernements, communautés économiques régionales, banques de développement, banques centrales ainsi qu'aux leaders du secteur privé pour

partager leurs visions et leurs attentes par rapport à la stratégie de développement des infrastructures et des biens et services numériques pour la région

**3-** Identifier les gaps ou besoins prioritaires à couvrir dans le cadre de la stratégie

**4-** Mobiliser les parties prenantes pour la réussite du processus d'élaboration de la stratégie de développement des infrastructures et des biens et services numériques pour la région.

La séance d'échanges a été initialement lancée par M. Mathieu SOGLONOU, Special Advisor de IIDIA, qui a situé le contexte de l'atelier, avant de donner la parole à M. Kosta PERIC, Deputy Director, Financial Services for the Poor at the Bill & Melinda Gates Foundation pour planter le décor.



## Kosta Peric

Deputy Director, Financial Services for the Poor  
at the Bill & Melinda Gates Foundation

Ce dernier, a rappelé que la Fondation Bill & Melinda Gates, dans le cadre de ses actions pour soutenir l'inclusion financière et l'égalité des genres dans l'usage des services financiers en Afrique, travaille avec ses partenaires. Ils assistent les gouvernements, banques centrales et le secteur privé à déployer des plateformes numériques inclusives pour l'identité numérique et les paiements instantanés. Le domaine des Biens Services et Infrastructures Publics Numériques est, selon lui, un dans lequel de nombreux pays africains ont des projets en la matière.

Suite à la pandémie de Covid-19, a aussi mentionné M. Kosta PERIC, les gouvernements africains adoptent de plus en plus des stratégies axées sur les infrastructures et biens numériques publiques. Ce type de stratégie garantit la qualité et la souveraineté, et permet l'adoption des plateformes digitales pour l'accélération de l'inclusion financière à travers l'Afrique. Sur ces mots il a souhaité un atelier très productif aux panélistes sur le thème retenu.





# 1. ETAT DES LIEUX DES BIENS ET INFRASTRUCTURES PUBLIQUES NUMÉRIQUES

# Première partie: Etat des Lieux des Biens et Infrastructures Publiques Numériques

Première panéliste, Mme CINA LAWSON, Ministre de l'Économie numérique et de la Transformation digitale du Togo, a évoqué l'expérience de son pays en matière de développement des infrastructures numériques et la vision du Togo relative au numérique et à son développement.



## Mme Cina Lawson

Ministre de l'Économie numérique et de la Transformation digitale

Plusieurs initiatives déjà mises en œuvre sont à signaler : le programme Novissi qui, pendant la pandémie de Covid-19, a permis d'assister les couches vulnérables par des transferts monétaires pour les accompagner au vue des mesures restrictives mises en place. Au total, 34 millions USD ont été distribués à 920.000 personnes, ce qui représente près de 25% de la population adulte. En matière de cybersécurité, le Togo dispose d'une agence nationale de cybersécurité qui a pour vocation non seulement de servir le Togo mais aussi le reste de l'Afrique : Cyberdéfense Africa.

Autre initiative, le numérique a été mis à contribution dans la mise en place du pass-Covid qui permet d'émettre, de vérifier et de certifier les autorisations.

En termes de vision, le Togo veut être un leader dans le développement des infrastructures digitales. Ce qui se traduit par la mise en œuvre d'une stratégie déclinée en 3 piliers et 9 programmes cités par la Ministre.

**1- Le premier pilier de la stratégie de digitalisation consiste à inclure tous les citoyens de la société Togolaise dans l'économie** et trouver le moyen de fibrer le pays rapidement et à des coûts abordables.

Ce pilier à trois programmes :

**a-)** l'identité biométrique en partenariat avec la Banque mondiale à travers la plateforme NOZIP. Dans le cadre de ce projet, il est prévu la digitalisation de l'état civil via une plateforme Open Source.

**b-)** le second programme est la mise en place d'un registre social unique dont la nécessité a été démontrée durant la pandémie car il fallait être en mesure d'identifier toutes les populations vulnérables.

**c-)** le troisième programme de ce premier pilier c'est la connectivité car il n'y a pas de digitalisation sans connectivité. Cela implique le besoin d'employabilité pour la population à majorité jeune (18ans - 35ans). Pour attirer des entreprises, créer des entreprises le Togo a besoin du très haut débit stable.

**2- Le second pilier c'est la digitalisation des services publics et des services sociaux de base.**

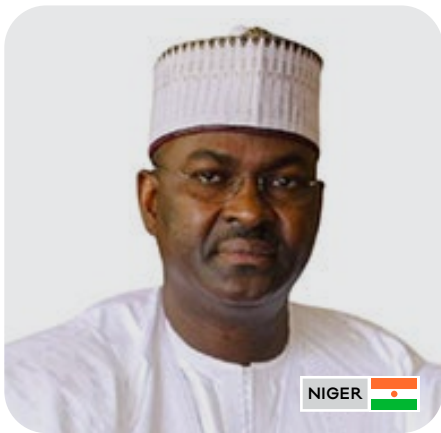
En Afrique de l'Est la digitalisation est très avancée, mais au Togo, la digitalisation du secteur public va porter la digitalisation de l'économie tout entière à cause du poids que constitue l'Etat. Ce pilier a aussi trois programmes. a-) la digitalisation des services publics ; b-) la digitalisation des services sociaux de base ; c-) la digitalisation des paiements.

**3- Le troisième pilier c'est l'accélération et la transformation de l'économie togolaise**

pour soutenir la création de richesse avec 3 programmes : **a-)** la digitalisation des secteurs clés de l'économie comme la logistique et les services financiers de l'agriculture **b-)** le soutien de l'écosystème national d'innovation (les startups) **c-)** le troisième programme très important est nommé la valorisation de la donnée.

En Afrique de l'Ouest, au fur et à mesure que les pays seront digitalisés, nous allons accumuler beaucoup de données qui doivent être collectées et protégées car elles valent de l'or. C'est pour ça que le Togo fait partie des premiers pays d'Afrique à avoir pris une réglementation sur la protection des données à caractère personnel.

En ce qui concerne le Niger, la vision est de rendre le numérique accessible pour tous à long terme avec un secteur privé dynamique et innovant dans un écosystème performant. Une vision constituée de 4 axes majeurs présentés par M. Hassan BARAZE MOUSSA, le Ministre de la Poste et des Nouvelles Technologies de l'Information. Il s'agit de l'accès ouvert et abordable au réseau et services numériques, d'avoir une administration connectée au service des citoyens et entreprises, la diffusion du numérique dans les secteurs économiques prioritaires et la promotion d'une industrie innovante et créatrice d'emplois.



### M. Hassan Baraze Moussa

Ministre de l'Économie numérique et de la Transformation digitale

L'on note également que des initiatives sont mises en œuvre dans le cadre de cette vision, avec des investissements dans le développement de ces infrastructures. En exemple, le projet de déploiement de plus de 4000 km de fibre optique, le projet Village Intelligent, le projet d'interconnexion et de modernisation de l'administration, entre autres.

Dans sa suite, M. Ibrahima GUIMBA, Ministre Conseiller et Directeur Général de l'Agence Nationale pour la Société de l'Information (ANSI) a parlé du plan stratégique Niger 2.0 en exécution depuis quelques années. Il est revenu, entre autres, sur le projet Village Intelligent avec un centre de connectivité avec environ 2600 villages à couvrir sur 36 mois. Le pays est en train de déployer 150 centres numériques (dont 90 sont déjà opérationnels) pour le développement du capital humain. D'ailleurs, le Niger vient de lancer un appel d'offres pour connecter 1.000 écoles et 300 centres de santé, et prévoit le lancement d'une académie de drones et de données.



### M. Ibrahima Guimba

Ministre Conseiller et Directeur Général de l'ANSI

Autres initiatives, l'organisation d'une compétition dans le domaine suivie par l'Etat, le déploiement de milliers de kilomètres de fibre optique pour favoriser l'accès au digital à plus de Nigériens et l'insertion dans le domaine de la santé avec l'utilisation des machines qui permettent de détecter le paludisme.

M. Inoussa TRAORE, Conseiller Spécial du Président du Faso, est lui aussi revenu sur les initiatives mises en œuvre pour l'accomplissement



### M. Inoussa Traore

Conseiller Spécial du Président du Faso

de la vision du Burkina Faso dans le domaine du digital, un axe majeur dans le processus de transition. L'objectif de cette vision est d'améliorer l'accès au digital et de s'en servir pour des réformes administratives et publiques dans un esprit de transparence dans la conduite de la commande publique et de lutte contre la corruption.

Au rang des réalisations, l'on cite, entre autres, une

plateforme électronique pour le règlement des contraventions, la mise en place de près de 6000 km de kilomètres de fibres optiques ces dernières années, et l'activation du fonds de service universel qui a permis de couvrir 200 à 300 localités rurales par la connexion 2G et 3G. En termes de défis, ils sont principalement d'ordre infrastructurel.

En ce qui concerne le Bénin, M. Ouanilo MEDEGAN FAGLA, Membre de la Cellule de suivi des projets et réformes du numérique Présidence de la République du Bénin, a fait savoir que le numérique est une grande priorité depuis 2016 pour le gouvernement qui le place littéralement dans tous les secteurs.



### M. Ouanilo Medegan Fagla

Membre de la Cellule de suivi des projets et réformes du numérique, Présidence de la République

Il évoque la mise en place d'une administration intelligente via l'infrastructure nationale, qui permet de garantir la fiabilité des transactions dématérialisées au travers des services de confiance électronique et cite, entre autres, une plateforme nationale interopérabilité qui facilite la communication entre toutes les bases de l'État pour éviter la duplication des données ; le projet de microcrédit ALAFIA qui a permis de délivrer plusieurs dizaines de milliards aux populations décentralisées, un data center opérationnel depuis quelques mois, le portail national des services publics, la mise en œuvre d'une plateforme de paiement électronique, et d'une plateforme nationale de e-visa.

Le pays dispose aussi d'une Stratégie nationale d'Intelligence Artificielle et de métadonnées. Au classement du GTMI, le Bénin occupe aujourd'hui la 8ème place au rang des pays africains en termes de digitalisation des services publics, et au

classement de l'Union internationale des télécoms, le Bénin est le 6e pays en Afrique en termes de cyber sécurité.

Actuellement, le gouvernement du Bénin a comme priorités de s'aligner aux innovations technologiques du moment grâce à l'intelligence artificielle. Il s'agit notamment de:

- La stratégie nationale d'intelligence artificielle et de méga données, qui servira à pérenniser toutes les initiatives dans la collecte massive de données et dans l'apprentissage qu'offre l'intelligence artificielle.
- La stratégie d'accès sécurisé au numérique pour le grand public. Elle cible dans un premier temps les élèves avec des points communautaires aujourd'hui actifs dans le pays pour que les gens puissent avoir accès à l'outil numérique.
- La deuxième phase du projet de densification du réseau de très haut débit qui vient de se lancer pour ajouter près de 5000 km de fibres au réseau déjà existant.

Pour récapituler cette première partie, l'Amb. Makarimi Abissola ADECHOUBOU, Président de IIDiA, retient 5 points : (i) l'accent mis sur le taux de pénétration du numérique et d'internet pour favoriser l'inclusion financière, (ii) le renforcement du capital humain dans le domaine, (iii) l'effort mis sur la digitalisation des services publics, (iv) la protection des données, (iv) et la sensibilisation en matière du numérique.



### Amb. Makarimi Adechoubou

Président IIDiA





## 2. CHANTIERS EN COURS ET DÉFIS DE L'EXPANSION NUMÉRIQUE DANS LES PAYS AFRICAINS.

## Deuxième partie: Chantiers en cours et défis de l'expansion numérique dans les pays Africains



**M. Abossé Akue-Kpakpo**

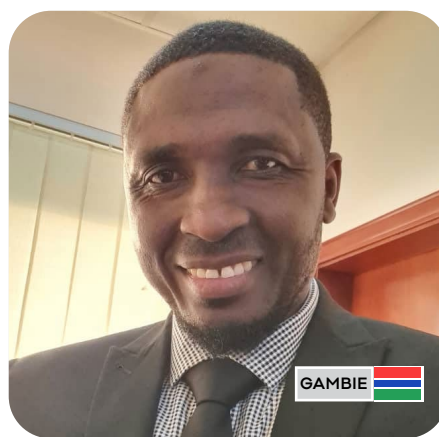
Directeur de l'Economie Numérique, UEMOA

M. ABOSSE AKUE-KPAKPO, Directeur de l'Economie Numérique à la Commission de l'UEMOA a présenté le Programme régional de développement de l'économie numérique. Cette stratégie quinquennale prend en compte la gouvernance du secteur de l'économie numérique, et vise à accroître l'accès des populations au numérique, l'innovation et le développement de la recherche, entre autres. Ce programme comporte quatre axes stratégiques :

- 1- la gouvernance du secteur de l'économie numérique
- 2- L'accroissement de l'accès des populations au numérique par l'infrastructure, la disponibilité du Haut Débit même dans les localités les plus reculées ;
- 3- L'offre de services numériques qui implique la digitalisation de l'administration publique;
- 4- L'innovation et surtout la transformation de l'innovation en biens et services de grande consommation.

L'UEMOA compte digitaliser 120 services publics et privés dans chacun des États le composant, et souhaite augmenter les capacités des fournisseurs de services numériques. Alors la Commission de l'UEMOA espère organiser au mois de novembre prochain une table ronde des bailleurs de fonds pour financer ce programme qui s'élève à 131 milliards francs CFA.

En ce qui concerne la Gambie, le Secrétaire permanent au ministère de la Communication et de l'Economie numérique, M. Lamin Camara, a également fait cas des chantiers en cours dans le secteur. Et de citer, entre autres, une plateforme en cours d'élaboration en vue de mettre en place un système d'identifiant numérique. Le pays encourage, par ailleurs, le Mobile Money et le commerce électronique.



**M. Lamin Camara**

Secrétaire permanent au ministère de la communication et de l'économie numérique

Quant au Mali représenté à ce webinaire par M. Coulibaly SOUHAHEBOU, Conseiller technique du ministère du Numérique, la vision depuis 2015 est de faire de la technologie de l'information et de la communication un vecteur de développement rural et une source de productivité et de valeur ajoutée pour les autres secteurs économiques aussi pour l'administration publique en matière d'infrastructure numérique. Ainsi donc, au niveau central, l'Etat dispose de 3 grands data center, auxquels s'ajoutent d'autres datacenter appartenant à des particuliers, avec 10.000 km de fibre optique déployés.

Comme innovation, le Mali a la carte biométrique. Dans l'élaboration de cette carte, des applications ont été développées pour aider les citoyens à retrouver les bureaux de vote. L'on cite également les infrastructures de transmission qui permettent de donner les résultats des élections en temps réel. A



### **M. Souhahébou Coulibaly**

Conseiller Technique - Représentant du  
Ministre du Numérique

cela s'ajoutent les moyens de paiement électronique notamment les TPE pour permettre des transactions sécurisées et sans se déplacer. Une application de géolocalisation a aussi été créée pour permettre la traçabilité des moyens de transport notamment ceux de l'État. Des constats ont été faits pour renforcer l'existant avec des points d'atterrissage virtuel, connexion haut débit, point d'échange internet, data centers de niveau tiers 3. Désormais, le Mali envisage d'équiper la population de terminaux pouvant faciliter l'utilisation des outils numériques disponibles et que ces outils soient développés dans les langues nationales. Les défis actuels incluent également la mise en place d'un point d'atterrissage virtuel, la canalisation des opérations et le renforcement de l'échange internet.

La RDC, représentée par M. Florent MOUTEBA, Conseiller au Ministère des Postes, Télécommunication et Nouvelles Technologies de



### **M. Florent Muteba**

Conseiller - Ministère des Postes,  
Telecom et NTIC

l'Information et de la Communication, fait face à l'épreuve de sa superficie qui lui pose des défis surtout pour la connectivité. Mais des travaux sont en train sur la fibre optique afin de ramener la connectivité dans les coins assez reculés, a annoncé l'intervenant. En effet, une étude de faisabilité est en cours pour atteindre l'installation de 45.000 km de fibre optique. Le relief du pays ne facilite pas la donne, mais 6000 à 8000 km de fibre ont déjà été installés.

Concernant le secteur financier, au niveau du numérique, des initiatives sont mises en place pour essayer de rattraper les retards au niveau des paiements et la digitalisation des services publics. Le Président de la République a lancé un programme de 145 territoires qui consistera à avoir un accès plus rapide aux soins de santé et à l'information sur tout le territoire. Structurer la connectivité et déterminer s'il faut aller à la fibre optique ou satellitaire c'est l'une des problématiques sur lesquels travaille la RDC pour donner accès à la connexion sur l'ensemble du territoire. Le pays souhaite travailler avec d'autres pays qui ont déjà évolué dans le domaine pour apprendre de leur expérience.

Quant à la Guinée, son représentant à ce webinaire est M. Demba TRAORE, chef de projet de la plateforme digitale d'interopérabilité. Le projet concerne la mise en place d'une plateforme digitale d'interopérabilité pour relier les institutions financières et les services d'État. Il vise à créer une inclusion financière en connectant les utilisateurs de mobile paiement et les comptes bancaires.

Pour M. Alex SEA, Directeur de AFRICA Fintech FORUM, l'inclusion financière est d'une grande importance dans le développement des économies africaines et du continent lui-même.



### **M. Alex Sea**

Directeur Africa Fintech Forum

Raison pour son organisation travaille à accompagner et développer les écosystèmes dans le domaine des finances numériques. Elle travaille avec le secteur privé et public pour améliorer l'accès aux services financiers pour la population africaine.

De même, les équipes de M. SEA ont travaillé avec la Banque Centrale des Etats de l'Afrique de l'Ouest (BCEAO) pour initier le premier atelier avec les fintechs pour aider le régulateur à comprendre les problématiques des Fintech. Le focus de l'inclusion financière doit être sur les zones rurales, sur les femmes et la jeunesse, insiste-t-il.

Représentant le Cameroun, M. Jean Paul NANGA, Directeur des infrastructures et réseaux d'accès du ministère des postes et télécommunications, a fait une intervention basée sur le plan stratégique du pays dans le domaine, les réalisations majeures ainsi que les défis auxquels ils sont confrontés. Il a plaidé pour une stratégie propre et adaptée avec l'Afrique Centrale.

Représentant du ministre du Numérique du Bénin, M. Hector AGBO, Directeur de la Digitalisation, a complété l'intervention de M. Ouanilo Medegan par la présentation des réalisations et réformes entreprises par le gouvernement béninois dans le secteur du numérique, ainsi que les projets structurants mis en place.

Pour ce qui est des réalisations et réformes, le gouvernement a entrepris des réformes pour favoriser la transformation digitale, les investissements dans le secteur du numérique, l'émergence d'acteurs dans le domaine de la téléphonie mobile, la mise en place d'un opérateur global du secteur public pour les services fixes et mobiles, la création de la société béninoise des infrastructures de radio diffusion pour la transition vers la télévision numérique terrestre, et la révision du cadre réglementaire avec l'élaboration d'une loi sur le numérique.

Concernant les projets structurants, l'on cite le Déploiement de l'internet haut débit sur tout le territoire national avec plus de 2000 km de fibre optique, la réhabilitation du réseau national à fibre optique, le déploiement continu de l'internet dans les zones non couvertes, la mise en place de l'administration intelligente et développement des usages numériques, l'Intégration du numérique au niveau des collectivités locales, et la modernisation des médias de services publics.

Dr Hermann MESSAN, Expert en Finance Inclusive et Team Leader IIDIA a présenté le cadre méthodologique de l'étude DPG/DPI qui sera réalisée, ainsi que les interactions prévues avec les parties prenantes. L'étude comprendra une revue de littérature et des échanges avec les acteurs du secteur public, privé, les promoteurs de solutions etc., Les interactions avec les parties prenantes se poursuivront virtuellement.



**Dr. Hermann Messan**

Team Leader IIDiA

Des échanges auront lieu avec différentes entités gouvernementales, régionales et chambres de commerce. Il y aura la validation finale de la stratégie qui sera déployée avec le soutien de la Fondation. La stratégie sera spécifique pour l'Afrique de l'Ouest et l'Afrique centrale, en raison des différences dans les réalités. L'objectif est d'avoir une approche spécifique pour chaque région afin d'assurer un déploiement efficace.

Conseiller Senior IIDIA, M. Eric EKUE a mis un accent sur les difficultés rencontrées dans



**M. Eric Ekue**

Senior Advisor IIDiA

l'utilisation effective des services par la population. Et de souligner que ces difficultés doivent être prises en compte dans les stratégies futures. Malgré l'existence des services, il y a des difficultés à les utiliser efficacement. Une grande partie de la population, en particulier en milieu rural et urbain informel, a du mal à accéder directement aux services gouvernementaux en ligne. Pour assurer un accès inclusif, il est nécessaire de mettre en place des outils adaptés aux besoins et réalités des populations.

M. Blaise AHOUCHEDE, conseiller senior IIDIA, a relevé l'importance de la concertation et de la formation pour combler le fossé existant dans l'utilisation des services numériques. Des initiatives ont été prises en termes de concertation et de formation. Cependant, il reste un écart important à combler, compte tenu du nombre important de personnes concernées.



### **M. Blaise Ahouantchede**

Expert Senior, IIDiA

Il est recommandé d'intégrer formellement ces initiatives dans la stratégie globale afin d'assurer une intégration efficace de toutes les couches de la population. L'intégration régionale entre l'Afrique de l'Ouest et l'Afrique centrale est souhaitée. Il a aussi souligné l'importance de connaître notre environnement afin de répondre aux défis et enjeux liés à l'utilisation du numérique. Il a mis un accent aussi sur les défis liés au capital humain, à l'échange d'informations, à la veille technologique et à la coordination entre les pays.

M. Mathieu SOGLONOU a remercié la participation de tous les intervenants, et a présenté les prochaines étapes et le plan d'action prévu pour l'élaboration d'une stratégie. Il s'agit des consultations qui seront menées avec les pays et les acteurs régionaux pour

affiner le diagnostic et définir les priorités, et d'un webinaire qui sera organisé pour discuter des actions à entreprendre en collaboration avec la Fondation.



### **Mathieu Soglonou**

Senior Advisor, IIDiA

En ce qui concerne le Plan d'Action et Mécanisme de Mise en œuvre, l'objectif est de soutenir les efforts d'intégration régionale et de répondre aux priorités des pays. Une stratégie inclusive et consensuelle sera développée, prenant en compte les préoccupations de chacun. La Fondation Melinda Gates apportera son soutien financier à l'élaboration de cette stratégie. Monsieur SOGLONOU ajoute que IIDiA et La Fondation Gates étudieront la possibilité de développer une stratégie propre avec l'Afrique Centrale.









Mr ADECHOUBOU, PCA de IIDiA a conclu l'atelier par des remerciements aux participants, aux représentants des pays, aux ministres, aux secrétaires généraux, aux experts et à la Fondation Melinda Gates pour leur contribution à l'atelier. Sans oublier l'équipe organisatrice et tous ceux qui ont contribué en coulisses. Les engagements avec les parties prenantes seront poursuivis pour finaliser la stratégie.



L'atelier a été un succès et marque le début du processus d'élaboration de la stratégie régionale des biens et infrastructures publics numériques. Les travaux se poursuivront avec les engagements pris lors des consultations et du travail sur le terrain.



### 3. SYNTHÈSE

## Troisième partie: Synthèse des attentes/défis exprimés par les différentes parties

Parties	Attentes/Défis
 Togo	Mise en œuvre de la stratégie de développement des infrastructures digitales. Une stratégie déclinée en 3 piliers et 9 programmes.
 Niger	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Mise en œuvre de la stratégie du numérique déclinée en 4 axes.</li> <li>- Renforcement du capital humain</li> </ul>
 Burkina Faso	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Amélioration de l'accès au digital et s'en servir pour des réformes administratives et publiques dans un esprit de transparence dans la conduite de la commande publique et de lutte contre la corruption</li> <li>- Faire du digital, un axe majeur dans le processus de transition</li> <li>- Défis d'ordre infrastructurel.</li> </ul>
 Bénin	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Mise en œuvre d'une Stratégie nationale d'Intelligence, Artificielle et de métadonnées pour pérenniser toutes les initiatives dans la collecte massive de données et dans l'apprentissage qu'offre l'intelligence artificielle.</li> <li>- Opérationnalisation complète de la stratégie d'accès sécurisé au numérique pour le grand public.</li> <li>- Densification du réseau de très haut débit pour ajouter près de 5000 km de fibres au réseau déjà existant.</li> </ul>
Commission de l'UEMOA	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Mise en œuvre du Programme régional de développement de l'économie numérique par la digitalisation de 120 services publics et privés dans chacun des États.</li> <li>- Participation à la table ronde des bailleurs de fonds pour financer ce programme qui s'élève à 131 milliards francs CFA.</li> </ul>
 Gambie	Elaboration d'une plateforme pour la mise en place d'un système d'identifiant numérique
 Mali	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Faire des TICs un vecteur de développement rural et une source de productivité et de valeur ajoutée pour les autres secteurs économiques</li> <li>- Mettre en place un point d'atterrissage virtuel, la canalisation des opérations et le renforcement de l'échange internet.</li> </ul>
 RDC	- Défis d'ordre géographique pour accélérer l'accès à la connectivité dans toutes les provinces et les villages de la RDC.
 Guinée	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Mise en œuvre du projet de la plateforme digitale d'interopérabilité qui concerne la mise en place d'une plateforme digitale d'interopérabilité pour relier les institutions financières et les services d'État.</li> <li>- Développement de l'inclusion financière en connectant les utilisateurs de mobile paiement et les comptes bancaires</li> </ul>

Parties	Attentes/Défis
 Africa Fintech Forum (Côte d'Ivoire)	Mettre l'accent sur les zones rurales, les femmes et la jeunesse en vue d'une forte inclusion financière
 Cameroun	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Mise en œuvre du plan stratégique sur le numérique</li> <li>- Appui à l'élaboration des tests statutaires du secteur des postes et télécommunication (TIC) au Cameroun</li> <li>- Développement des plateformes numériques intersectorielles.</li> </ul>





**IIDiA** Institute for  
Inclusive  
Digital Africa

